

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

François Bayrou engagera la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre sur la maîtrise des finances publiques

Lucie Prusak

3-4 minutes

"Y a-t-il ou pas urgence nationale à rééquilibrer nos comptes publics et à échapper à la malédiction du surendettement, en choisissant une trajectoire de retour à la maîtrise de la dette en quatre ans, en dépensant moins et en produisant plus ?" C'est la "question centrale" qui doit animer le débat politique en cette rentrée, estime le Premier ministre lors d'une conférence de presse le 25 août 2025. Aussi, François Bayrou prononcera une nouvelle déclaration de politique générale le 8 septembre, pour "poser explicitement cette question" et engager la responsabilité de son gouvernement.



François Bayrou lors de sa conférence de presse du 25 août 2025 AEFInfo

"C'est notre liberté qui est en jeu, notre souveraineté, notre indépendance." Le Premier ministre l'a martelé lors de sa conférence de presse lundi 25 août 2025 : pour lui, la France est "au bord du surendettement". Une situation qui représente un "danger immédiat" pour "tous les Français". Dès 2026, la charge de la dette "va devenir le budget le plus important de la nation", devant ceux de l'Éducation nationale ou des Armées, souligne François Bayrou, qui entend susciter une "prise de conscience" dans l'opinion publique. Et annonce donc qu'il engagera la responsabilité de son gouvernement, le 8 septembre, dès l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement que doit convoquer le président de la République.

Estimant qu'il est "encore possible" de prendre "les décisions nécessaires, courageuses", censées permettre un retour à une situation budgétaire soutenable, le chef du gouvernement entend prendre ses "responsabilités", quitte à être contraint à la démission.

Alors que de nombreuses voix se sont élevées ces dernières semaines contre les mesures proposées par le Premier ministre en juillet dernier pour réaliser 44 milliards d'euros d'économies, François Bayrou veut recentrer le débat sur "la nécessité vitale de dépenser moins et de produire plus".

"Se mettre d'accord au moins sur un diagnostic"

"La situation impose d'agir en deux étapes", précise-t-il. La première consiste à "se mettre d'accord sur la gravité des choses et sur l'urgence". "Il est capital de montrer aux Français que nous sommes capables de dépasser les antagonismes qui perpétuellement nous rendent impuissants pour se mettre d'accord au moins sur un diagnostic", plaide-t-il. "Sans cet accord minimal, la réussite est impossible." C'est ce à quoi François Bayrou espère parvenir en engageant la responsabilité de son gouvernement. Ce n'est que dans un second temps que pourra s'ouvrir le débat sur les mesures "proposées, jamais imposées". Un débat qui aura lieu d'une part avec les partenaires sociaux, et d'autre part dans les deux chambres du Parlement.

Déterminé à agir, le Premier ministre n'entend pas se "laisser distraire par telle ou telle mobilisation", comme celle annoncée pour le 10 septembre. "Les Français ont le droit de manifester, nous avons le devoir d'avancer", déclare-t-il. "Chacun désormais va être placé devant ses responsabilités. Le gouvernement prend les siennes, le Parlement aura la décision entre ses mains."